



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1984

Texte de la question

RÉFORMES

M. le président. La parole est à M. Christophe Castaner, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Christophe Castaner. Monsieur le Premier ministre, face au marasme économique et social dans lequel elle a trouvé le pays, la gauche a pris ses responsabilités. Depuis son arrivée, les réformes n'ont eu de cesse de se succéder, permettant le redressement de la France à un rythme contrastant avec celui du précédent quinquennat. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) L'UMP avait cruellement manqué de courage et d'ambition pour notre pays, le laissant dériver un peu plus chaque jour. Retraites, dialogue social, entreprises, justice, sécurité sont autant d'échecs à son compte – sans parler du souvenir amer laissé par le paquet fiscal au bénéfice des plus fortunés –, preuve, s'il en fallait, que l'agitation frénétique et l'esbroufe n'ont jamais été gages de résultats.

Or, du courage et de l'ambition, nous n'en manquons pas. C'en est fini de cette promotion permanente de l'impuissance politique. Elle n'est pas inéluctable ! Et vous le prouvez tous les jours, monsieur le Premier ministre, en incarnant la volonté d'affronter le réel, de privilégier l'action. Car faire de la politique, c'est d'abord faire : transition énergétique, agroécologie, politique de la ville, éducation, réforme ferroviaire, réforme pénale, politique du logement, jusqu'à ce matin où a été présentée en conseil des ministres la réforme territoriale.

Nous faisons cela dans le sérieux budgétaire qui refuse l'austérité et garantit aux plus fragiles la justice sociale, érigée comme cap de notre action, comme le démontre le projet de loi de finances rectificative qui sera débattu la semaine prochaine.

La nouvelle étape est ainsi marquée par de vraies réformes structurelles qui vont produire de vrais effets positifs dans la vie des Français. Cette ambition réformatrice, nous la réaffirmons par-delà nos frontières en exigeant de l'Europe plus de régulation et plus de protection pour les citoyens européens. Ces réformes nombreuses et ambitieuses sont menées dans la concertation et le dialogue social.

M. Étienne Blanc. Bla bla bla !

M. Christophe Castaner. Oui mais voilà, monsieur le Premier ministre, il arrive très souvent que les conservateurs et les intérêts particuliers et corporatistes bloquent le système. Comment allez-vous décliner votre volonté de poursuivre ces réformes vitales pour la France ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Oui, monsieur le député, il faut réformer, non pour le plaisir de le faire, mais parce que nous avons de l'ambition pour la France.

M. Charles de La Verpillière. Pas seulement pour la France...

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Nous voulons une France moderne, capable d'affronter les grands défis du monde ; une France dynamique ; une France qui avance.

Une France réformée, ce sont d'abord, évidemment, des territoires plus forts et mieux préparés à l'avenir. C'est le sens des deux textes de loi présentés ce matin au conseil des ministres, et qui seront bientôt débattu au Parlement : dans quelques heures au Sénat, pour ce qui concerne la nouvelle carte des régions, et à partir du mois d'octobre, dans la même assemblée, s'agissant des compétences des collectivités, de l'avenir de l'intercommunalité ou des départements. Nous avons besoin de cette réorganisation territoriale que doit aussi accompagner une réorganisation de l'État sur le terrain. Elle a souvent été annoncée, mais jamais réalisée. Nous souhaitons donc le faire.

De même, nous voulons réformer afin de mieux affronter les défis économiques : le niveau de nos déficits, bien sûr, mais d'abord le chômage de masse auquel la France est habituée depuis des années. C'est ce que permettront les choix qui vont être effectués, les textes qui vont être votés, les projets financiers qui seront l'occasion de mettre en œuvre le pacte de responsabilité et de solidarité, avec des mesures concrètes d'économies, mais avant tout des dispositions destinées à soutenir les entreprises et le pouvoir d'achat.

Nous lançons des réformes d'envergure, des réformes de société. Mme Ségolène Royal a ainsi présenté ce matin les grandes orientations de la transition énergétique.

Un député du groupe UMP . Et Fessenheim ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Ce texte va faire l'objet d'un long débat, non seulement ici, mais aussi dans les institutions compétentes pour discuter de ces questions essentielles. C'est toute la société française qui doit nous permettre d'aborder cette révolution majeure qu'est la transition énergétique.

Nous défendons aussi, bien sûr, des textes engagés : je pense à la loi sur l'avenir de l'agriculture, au projet de loi sur la santé qui sera proposé par Marisol Touraine, ou à la préparation à la société du vieillissement. Ce n'est pas seulement, en effet, pour les mois qui viennent qu'il faut préparer notre pays, mais pour les prochaines années ou décennies. C'est aussi ainsi que l'on réforme : pour le long terme.

Chacun connaît les difficultés auxquelles nous faisons face. Pour les affronter, il faut tenir un langage de vérité, regarder la situation avec lucidité, et faire preuve de courage pour réformer, dans le respect de la justice – de la justice sociale en particulier –, parce que notre pays a besoin de ces réformes, parce que nos compatriotes les demandent et les attendent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christophe Castaner](#)

Circonscription : Alpes-de-Haute-Provence (2^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1984

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 juin 2014](#)